

Vu l'avis de la Commission supérieure des prestations familiales;  
Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;  
Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** A l'article 92, alinéa 1er, 2°, de l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937 qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés, le montant de « 1 215 F » est remplacé par le montant de « 1 721 F ».

**Art. 2.** Les modifications suivantes sont apportées à l'article 91 du même arrêté :

1° au § 1er, alinéa premier, le renvoi à l'article « 93 » est supprimé;

2° le § 2, alinéa premier, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Le supplément d'âge visé au § 1er est également octroyé en faveur des enfants des rangs deux et suivants qui ont droit aux montants d'allocations familiales prévus à l'article 92, étant entendu que pour l'octroi de ces suppléments, le rang des enfants est considéré dans l'ordre inverse de celui des naissances. Pour les enfants du deuxième rang le supplément d'âge est toutefois limité à 1/4 des montants obtenus par application du § 1er, deuxième alinéa ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Il est appliqué pour la première fois aux allocations familiales se rapportant au 3e trimestre 1972.

**Art. 4.** Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat, adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 11 août 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Gelet op het advies van de Hoge Commissie voor gezinsprestaties;  
Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende oprichting van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;  
Gelet op de hooydringendheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en Middenstand en van Onze Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 92, eerste lid, 2°, van het organiek koninklijk besluit van 22 december 1938, voorzien door de wet van 10 juni 1937 houdende uitbreiding van de kindertoeslagen tot de werkgevers en de niet-loontrekkende arbeiders wordt het bedrag « 1 215 F » vervangen door het bedrag « 1 721 F ».

**Art. 2.** De volgende wijzigingen worden gebracht aan artikel 91 van hetzelfde besluit :

1° in § 1, eerste lid, wordt de verwijzing naar artikel « 93 » geschrapt;

2° § 2, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. De bij § 1 bedoelde leeftijdsbijslag wordt eveneens toegekend ten behoeve van de kinderen van de tweede en volgende rangen die recht geven op de kinderbijslagbedragen bepaald bij artikel 92, met dien verstande dat, voor de toekenning van deze bijslagen, de rang van de kinderen gerekend wordt in omgekeerde orde van de geboortering. Voor de kinderen van tweede rang is de leeftijdsbijslag echter beperkt tot 1/4 van de bedragen bekomen bij toepassing van § 1, tweede lid. »

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Het wordt voor de eerste maal toegepast op de kinderbijslag die betrekking heeft op het 3e kwartaal 1972.

**Art. 4.** Onze Minister van Landbouw en Middenstand en Onze Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 11 augustus 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw en Middenstand,

L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat,

adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

De Staatssecretaris,

toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

A. STEVERLYNCK

11 AOÛT 1972. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, modifié par les lois des 1er avril 1969, 27 juin 1969, 9 juin 1970, 3 mai 1971 et 12 juillet 1972 et par les arrêtés royaux des 6 août 1969, 14 juillet 1970, 13 janvier 1971 et 26 novembre 1971;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, notamment les articles 91bis et 107bis, insérés dans cet arrêté par l'arrêté royal du 16 juillet 1970;

11 AUGUSTUS 1972. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, gewijzigd bij de wetten van 1 april 1969, 27 juni 1969, 9 juni 1970, 3 mei 1971 en 12 juli 1972 en bij de koninklijke besluiten van 6 augustus 1969, 14 juli 1970, 13 januari 1971 en 26 november 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, inzonderheid op de artikelen 91bis en 107bis die bij koninklijk besluit van 16 juli 1970 in dat besluit werden ingelast;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, deuxième alinéa;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat, adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'article 91bis de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants est complété par un littéra G libellé comme suit :

« G. Pour l'application du présent article, il y a lieu d'entendre par bénéficiaire non seulement la personne qui perçoit effectivement une prestation mais également, et au plus tôt à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle atteint l'âge de 65 ou de 60 ans, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme, la personne qui s'est vu octroyer une prestation dont le paiement n'a toutefois pu prendre cours par application de l'article 30bis de l'arrêté royal n° 72 ou de l'article 98, dernier alinéa, du présent arrêté.

Lorsque, avant la date visée à l'alinéa précédent, a été octroyée une prestation dont le paiement n'a pu prendre cours, par application des dispositions visées à ce même alinéa, l'Institut national prend d'office une nouvelle décision qui sort ses effets à la date de prise de cours du paiement si elle se situe avant l'âge de 65 ans ou de 60 ans, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme ou au plus tard, le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel cet âge a été atteint. Cette décision est prise en tenant compte des ressources de l'intéressé à la date à laquelle elle sort ses effets. »

**Art. 2.** L'article 107bis du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 107bis. La pension de survie en vertu de l'arrêté royal n° 72 ne peut être supérieure à la différence entre un montant maximum et la pension de retraite que la veuve obtient à charge de l'Institut national.

Le montant maximum prévu à l'alinéa précédent est égal à 110 p.c. du montant de base auquel la veuve peut prétendre en vertu des dispositions de l'article 9 de l'arrêté royal n° 72, diminué :

— des rentes de retraite visées à l'article 19 de l'arrêté royal n° 72,

— des montants visés aux articles 58, § 2 et 59, § 2,

— le cas échéant, et sauf application de l'article 114, d'une fraction du montant de base susvisé, égale à la fraction ou la somme des fractions représentant la carrière professionnelle prise en considération pour l'ouverture du droit à toutes les pensions de retraite ou de survie auxquelles la veuve peut prétendre en vertu des régimes de pension visés à l'article 112, autres que celui des travailleurs indépendants, et ce, dans la mesure où cette carrière a été reconnue pour des années d'occupation habituelle et en ordre principal, réelle ou présumée, au sens des régimes intéressés; le dernier alinéa de l'article 113 est éventuellement applicable au calcul de cette fraction. »

**Art. 3.** Lorsque la pension de retraite et la pension de survie, en vertu de l'arrêté royal n° 72 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, ont pris cours avant le 1er juillet 1972, la fraction visée au dernier alinéa de l'article 107bis de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, modifié par le présent arrêté, comprend uniquement la fraction ou la somme des fractions représentant la carrière professionnelle reconnue pour la première fois en vertu de décisions prenant cours au plus tôt le 1er juillet 1972.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et sort ses effets le 1er juillet 1972.

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende oprichting van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de hoogdringendheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en Middenstand en van Onze Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 91bis van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen wordt aangevuld met een littera G dat luidt als volgt :

« G. Voor de toepassing van dit artikel dient onder gerechtigde niet alleen verstaan de persoon die effectief een uitkering ontvangt maar tevens, en ten vroegste vanaf de eerste dag van de maand die volgt op deze tijdens welke hij de leeftijd van 65 of 60 jaar bereikt, naargelang het een man of een vrouw betreft, de persoon aan wie een prestatie werd toegekend die echter, bij toepassing van de bepalingen van artikel 30bis van het koninklijk besluit nr. 72 of van artikel 98, laatste lid van dit besluit, niet kon betaald worden.

Wanneer, vóór de datum in vorig lid bedoeld, een prestatie toegekend werd die, bij toepassing van de bepalingen bedoeld in datzelfde lid, niet kon betaald worden, neemt het Rijksinstituut ambtshalve een nieuwe beslissing die uitwerking heeft op de datum waarop de betaling aanvangt, indien deze zich situeert vóór de leeftijd van 65 jaar of 60 jaar, naargelang het een man of een vrouw betreft, en uiterlijk de eerste dag van de maand die volgt op deze tijdens dewelke die leeftijd werd bereikt. Deze beslissing wordt genomen met inachtnaam van de bestaansmiddelen van de betrokkene op het ogenblik dat zij uitwerking heeft. »

**Art. 2.** Artikel 107bis van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 107bis. Het overlevingspensioen krachtens het koninklijk besluit nr. 72 mag niet hoger zijn dan het verschil tussen een maximumbedrag en het rustpensioen dat de weduwe ten laste van het Rijksinstituut verkrijgt.

Het in het vorig lid bedoeld maximumbedrag is gelijk aan 110 t.h. van het basisbedrag waarop de weduwe krachtens de bepalingen van artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 72 aanspraak kan maken, verminderd met :

— de ouderdomsrenten bedoeld bij artikel 19 van het koninklijk besluit nr. 72,

— de bedragen bedoeld bij de artikelen 58, § 2 en 59, § 2,

— desgevallend, en behoudens toepassing van artikel 114, met een fractie van bovenbedoeld basisbedrag, gelijk aan de fractie of het totaal der fracties, die de beroepsloopbaan vertegenwoordigen die in aanmerking werd genomen bij het openen van het recht op al de rust- of overlevingspensioenen waarop de weduwe aanspraak kan maken, krachtens de pensioenregelingen bedoeld bij artikel 112, maar andere dan de pensioenregeling voor zelfstandigen, en wel in die mate waarin deze loopbaan erkend werd voor jaren van gewone en hoofdzakelijke werkelijke of vermoede bezigheid, in de zin van de betrokken regelingen; het laatste lid van artikel 113 is eventueel toepasselijk bij de berekening van deze fractie. »

**Art. 3.** Wanneer het rustpensioen en het overlevingspensioen, krachtens het koninklijk besluit nr. 72 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, ingegaan zijn vóór 1 juli 1972, omvat de fractie bedoeld in het laatste lid van artikel 107bis van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, gewijzigd door onderhavig besluit, alleen de fractie of de som der fracties die de beroepsloopbaan weergeven die voor de eerste maal erkend werd krachtens beslissingen die ten vroegste op 1 juli 1972 uitwerking hadden.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* en heeft uitwerking op 1 juli 1972.

Art. 5. Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat, adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 11 août 1972.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat,

adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

A. STEVERLYNCK

Art. 5. Onze Minister van Landbouw en Middenstand en Onze Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 11 augustus 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw en Middenstand,

De Staatssecretaris,

toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

A. STEVERLYNCK

Loi du 12 juillet 1972 modifiant certaines dispositions en matière de statut social des travailleurs indépendants. — Erratum

Dans le texte français de l'article 14 de la loi susvisée (*Moniteur belge* n° 136 du 14 juillet 1972, page 8092), il y a lieu de lire : « Ces administrations publiques... », au lieu de : « Les administrations publiques... ».

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE  
ET MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

18 AOUT 1972. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants

BAUDOIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, modifié par l'arrêté royal n° 74 du 10 novembre 1967, la loi du 9 juin 1970, la loi du 21 décembre 1970 et la loi du 12 juillet 1972 et par les arrêtés royaux des 13 janvier 1971 et 26 novembre 1971;

Vu la loi du 12 juillet 1972 modifiant certaines dispositions en matière de statut social des travailleurs indépendants;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 susvisé, modifié par les arrêtés royaux des 6 août 1969, 15 juillet 1970, 23 décembre 1970, 11 juin 1971, 17 août 1971, 26 novembre 1971 et 30 décembre 1971;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, deuxième alinéa;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Prévoyance Sociale, de Notre Ministre de l'Agriculture et Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 2 de l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, modifié par les arrêtés royaux des 6 août 1969, 15 juillet 1970, 23 décembre 1970, 11 juin 1971, 17 août 1971, 26 novembre 1971 et 30 décembre 1971 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2. Pour l'application de l'article 3 de l'arrêté royal n° 38 et sans préjudice de l'article 5bis de ce même arrêté, l'exercice d'un mandat dans une association ou une société de droit ou de

Wet van 12 juli 1972 houdende wijziging van sommige bepalingen inzake het sociaal statuut der zelfstandigen. — Erratum

In de Franse tekst van artikel 14 van bovenbedoelde wet (*Belgisch Staatsblad* nr. 136 van 14 juli 1972, bladzijde 8092), dient gelezen : « Ces administrations publiques... », in de plaats van : « Les administrations publiques... ».

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG  
EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

18 AUGUSTUS 1972. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 74 van 10 november 1967, de wet van 9 juni 1970, de wet van 21 december 1970 en de wet van 12 juli 1972 en bij de koninklijke besluiten van 13 januari 1971 en 26 november 1971;

Gelet op de wet van 12 juli 1972 houdende wijziging van sommige bepalingen inzake het sociaal statuut der zelfstandigen;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van voormeld koninklijk besluit nr. 38, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 augustus 1969, 15 juli 1970, 23 december 1970, 11 juni 1971, 17 augustus 1971, 26 november 1971 en 30 december 1971;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende oprichting van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de hoogdringendheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Voorzorg, van Onze Minister van Landbouw en Middenstand en van Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 augustus 1969, 15 juli 1970, 23 december 1970, 11 juni 1971, 17 augustus 1971, 26 november 1971 en 30 december 1971 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 2. Voor de toepassing van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 38 en zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 5bis van datzelfde besluit wordt de uitoefening van een